



Les participations et les résumés aux 10èmes Rencontres
Nouvelles pensées critiques et actualité de la Pensée de Marx
« Justice sociale et égalité démocratique dans et hors de l'entreprise »
Formes, enjeux et perspectives pour la Transformation sociale
Dans une visée d'émancipation humaine ?»

Les 29, 30 Novembre, 1, et 2 décembre 2017 à l'Université de Bordeaux
Amphithéâtre « Manon Cormier »,
Puis Salle D320, Salle A (Préfabriqué) et Salle I (Préfabriqué)
Site Montesquieu à PESSAC

(Amphi « Manon Cormier » les Mercredi et Jeudi matin, puis Salle D320 Jeudi après-midi,
salle A le vendredi matin, salle I le vendredi après-midi UBx Site de Pessac et salle de
Conférence 15, Rue Furtado à Bordeaux le Samedi)

- **Paul ARIES**, Politologue, rédacteur en chef de la revue les Zindignéfs, "*Une histoire antiproductiviste du stalinisme est-elle possible ?*", vendredi matin.
Mon objectif, en prenant part aux commémorations de la révolution d'Octobre 1917, était d'expliquer aux jeunes générations comment on a pu être (et comment on peut être) communiste et d'interroger certains concepts marxistes à la lumière des faits. Le titre de mon ouvrage est en soi tout un programme « Les rêves de la jeune Russie des soviets » ce qui témoigne de la richesse des attentes nées de la révolution bolchévik. J'ai voulu montrer que l'échec du modèle soviétique ne s'explique pas par le caractère arriéré de la Russie ni même par l'encerclement capitaliste/impérialiste mais par une série de décisions d'abord économiques qui ont fait dérailler le train de la révolution. Je renvoie dos à dos les analyses de droite comme de gauche, « antitotalitaires » ou nostalgiques d'une tragédie stalinienne qui n'a pas seulement tué des millions d'humains mais jusqu'à l'idée de communisme et démonétiser un certain marxisme.

- **Alain ARNAUD**, Maître de conférences en Science Economiques, CRET-Log, Aix Marseille Université, « **Industrialisation logistique et mutations du procès de travail, Le préparateur de commande dans la « fabrique du diable »** », Samedi après-midi.
Le thème de mon intervention porte sur l'évolution des conditions de travail au sein des entrepôts vers des formes de déshumanisation high tech, synonymes d'aliénation et souvent de souffrances au travail. Les méfaits sur la santé et l'équilibre des personnels de la préparation des expéditions sous commandes vocales ont été largement pointés par diverses études, notamment celle que lui a consacrée dès 2009 l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité au travail). Bien que peu connues du grand public, ces conditions de travail très particulières ont attiré l'attention de médias (Cash investigation, Le Monde, etc) focalisés sur les pratiques de telle ou telle entreprise emblématique (Lidl, Amazon). Cependant, plutôt que de la considérer comme simple dérive du productivisme managérial ou de l'aliénation par commande numérique, nous souhaitons la résituer dans un processus plus global de soumission des activités de services logistiques à la logique industrielle du capital. Celle-ci

ne pouvait qu'aboutir à la rationalisation particulière (fonctionnelle et sociale) d'un procès de travail (OST, automatisation, aliénation, dépossession des savoir-faire et réduction du travailleur déqualifié à un appendice hétéronome de « l'intelligence » machine) « qui fait de l'ouvrier, selon Marx, cet ouvrier estropié et parcellaire ». Nous verrons tout d'abord de quelles manières les activités logistiques entremêlées ou dispersées en différents services et micro-entreprises ont été externalisées, séparées puis regroupées notamment en grands prestataires pour donner naissance à un nouveau secteur qui n'a rien à envier à l'industrie (grandes unités, concentration du capital, intégration de systèmes de machines spécifiques, rationalisation poussée des tâches etc.). Nous verrons ensuite qu'à la faveur des mutations du capitalisme contemporain et de ses nouveaux paradigmes managériaux et stratégiques, la place de « l'excellence des performances logistiques » a été valorisée dans une perspective de supply-chain management et de structurations mondiales des Chaînes de Valeurs Globales. La question de la qualité, de la productivité et de la discipline dans les prestations logistiques, comme celle de leur rentabilité pour l'actionnaire est devenue un enjeu obsédant ayant sa traduction dans les formes aliénantes de travail qui s'y déploient. Nous verrons enfin que le travail guidé par l'injonction numérique et audio, loin d'alléger les tâches, en a sensiblement aggravé les conditions d'exécution.

- Dominique BELOUGNE, Secrétaire d'Espaces Marx Aquitaine, « *C'est quoi être révolutionnaire aujourd'hui ? Comment libérer l'initiative de tous les acteurs de la transformation sociale dans une visée d'émancipation humaine ?* », samedi après-midi,

A l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre, et à la veille du bicentenaire de la naissance de Karl Marx, il n'est pas inintéressant de se poser la question de l'actualité d'une nécessaire Révolution à l'aube du 21ème siècle ! « Chaque jour nous voyons la misère se répandre, les difficultés de vie se développer, le capital invente de nouvelles manières d'exploiter,... Mais chaque jour aussi, nous voyons des femmes et des hommes chercher à mieux vivre, à mieux travailler, à mieux coopérer, inventer de nouvelles manières de s'associer, de produire, d'échanger." Ce monde est chaque jour à la croisée des chemins, chaque jour en équilibre entre le chaos capitaliste et l'espoir d'une autre mondialité de paix et de solidarité. Chaque question du quotidien devient un choix de société ! Nous sommes, nous, nos concitoyens, des millions à nous poser chaque jour ces questions et à osciller entre l'espoir d'une autre monde possible, et tellement nécessaire, et la difficulté de lui ouvrir un chemin, voire le sentiment de son impossibilité. »

- Marie-Claude BERGOUIGNAN, économiste, "Quelques réflexions à partir des travaux de Chantal Mouffe", jeudi matin,

Les travaux de Chantal Mouffe, longtemps méconnus en France, ont récemment été au cœur des débats politiques. Elle y développe une approche critique qu'elle qualifie de postmarxiste. Les textes sur lesquels j'ai choisi de m'appuyer ici se situent aux antipodes de sa trajectoire : un article de 1979 intitulé « Hegemony and ideology in Gramsci » dans lequel elle se réclame de Gramsci ; un ouvrage d'entretiens, publié en 2017, menés avec Iñigo Errejón : Construire un peuple, Pour une radicalisation de la démocratie dans lequel elle prétend offrir de nouvelles bases théoriques pour relever des défis auxquels la gauche : tant communiste que social-démocrate, n'a su répondre. J'ai pour ma part cherché à faire apparaître ce qui, dans les écrits théoriques de ses débuts préfigure ses prises de position politiques actuelles.

- Michel CABANNES, économiste, "L'égalité à l'épreuve de la fragmentation sociale des territoires.", vendredi après-midi,

La justice sociale hors de l'entreprise englobe notamment l'égalité des territoires visant la promotion du développement humain et des capacités de chacun quelle que soit sa position

dans l'espace. Cet objectif, largement partagé par les citoyens, est loin d'être réalisé et risque même d'être abandonné. Les inégalités territoriales concernant notamment le revenu, l'emploi, l'éducation, la santé et l'accès aux services publics donnent lieu à une fragmentation sociale entre territoires à l'intérieur et à l'extérieur des agglomérations. Les disparités entre les divers quartiers des métropoles sont aujourd'hui considérables. Les disparités entre les pôles urbains, les zones périurbaines et les zones rurales sont substantielles mais moins fortes. L'approche centre-périmétrie tend sous-estimer les premières et à valoriser les secondes. La recomposition des territoires est marquée principalement par la métropolisation, processus structurel qui s'accentue depuis la crise et qui doit se poursuivre dans l'avenir. Elle reflète aussi le décrochage des territoires industriels sinistrés, la marginalisation des zones rurales reculées et l'extension différenciée de la sphère présente. Cette recomposition des territoires va plutôt dans le sens de l'approche centre-périmétrie. Le rôle compensateur de l'État social a contribué à limiter les disparités, notamment les écarts de revenus entre les territoires. Mais sa mise en cause par les politiques néolibérales risque de réduire cette fonction compensatrice alors que la mondialisation accentue les inégalités. Le projet de remplacer l'objectif de l'égalité territoriale par la mobilité généralisée accroîtrait la subordination des territoires à la logique de l'accumulation du capital.

- Bernard COUTURIER, Philosophe, "E.Laclau et Ch.Mouffe penseurs du politique : sens et contresens", jeudi soir,

L/M rompent avec l'idée d'un sujet de l'action collective constitué a priori, issu objectivement de la structure sociale. C'est le deuxième pilier du marxisme traditionnel renversé par L/M : la classe ouvrière n'est pas la centralité de la création d'une volonté collective de transformation sociale. Cette affirmation s'appuie sur une analyse : « Un capitalisme mondialisé crée une multitude de points de rupture et d'antagonisme – crises écologiques, déséquilibres entre différents secteurs de l'économie, chômage de masse, etc. – et seule une surdétermination de cette pluralité antagonique peut créer des sujets anticapitalistes globaux capables de mener à bien un combat digne de ce nom....il est impossible de déterminer a priori quels seront les acteurs hégémoniques dans ce combat ».

- Pascal ENARD, Ecrivain, « La plus-value de détriment », Samedi matin,

Tout élevage en batterie est propice à l'épidémie : Comment la librairie tue la lecture vivante. La plus-value d'extorsion d'un surtravail chutant avec la robotisation des tâches, une plus-value du détriment est spéculée cyniquement sur le déclenchement "viral" de sous-jouissances de masse aux "maillons les plus faibles". Répliques du trauma dans la concurrence des souffrances. Retour sur Radio mille collines. Addictés, désœuvrés, zombifiés, basculent dans l'entreprise en attentats de masses.

- David ENGELIBERT et Arthur HAY, livreurs ubérisés, membre du syndicat, et associés de la coopérative "coursiers bordelais", Syndicat CGT des Coursiers à Vélo de Bordeaux,

"Histoire d'une lutte pour une conquête de nouveaux droits", jeudi après-midi,

"Le travail ubérisé est ce qui se fait de mieux actuellement en terme d'asservissement des masses laborieuses. Les premiers touchés sont bien souvent ceux qui s'en rendent le moins compte, et qui vont jusqu'à nier leur exploitation. Pourtant celle-ci est bien réelle : décisions unilatérales, pressions psychologiques, mise en concurrence, baisse des tarifications, aucune couverture sociale, aucune relation avec la hiérarchie, utilisation nécessaire de ses propres outils de travail, dépendance des apports numérique de l'entreprise... Comment expliquer alors le succès fulgurant de ces sociétés ?, tant chez ceux qui s'y emploient que chez leurs usagers. Tout réside dans la facilité d'accès au service et sa communication insidieuse qui en

amène beaucoup à croire que l'ubérisation a concrétisé un rêve dans lequel chacun deviendrait un travailleur libre et indépendant. A côté de cela, des solutions existent pour faire de la livraison à vélo une activité responsable socialement, en pérennisant une économie humaine et solidaire."

- **Jean-Pierre ESCAFFRE** (Gestion) et **Raphaël FAVIER** (Physicien), "*Le glissement vers le sous-développement de la France, comment s'en sortir ? Propositions ?, samedi matin,* Après un bref rappel des logiques de destruction des bases industrielles et d'innovation de notre pays, et concomitamment celles de notre sécurité sociale puis des structures de l'État, le tout en cohérence, nous comptons surtout développer les conditions immédiates qui, selon nous, devraient relever rapidement notre pays. Comment préparer la relève ? Par des comités de salut public dans les communes, le rassemblement des multiples micro-organisations qui luttent localement, l'appui indispensable des syndicats. Comment combattre l'esprit de soumission encore trop présent parmi les travailleurs dans les organisations productives ? Les six urgences à appliquer immédiatement :

1-le premier pas : la démocratisation des organisations productives avec des formes juridiques diversifiées (la différenciation entre l'étatisation, la nationalisation, la socialisation volontaire), avec statut des travailleurs en substitution au contrat. Ce qui implique mettre fin à la gestion de ces organisations par l'oligarchie des corps d'État.

2-la démocratisation du système de santé avec retour de la Sécurité Sociale généralisée gérée par les travailleurs ;

3-démocratiser en profondeur l'État : de l'État hors du peuple à l'État dans le peuple ;

4-maîtriser le système bancaire et monétaire ;

5-Réindustrialiser le pays : Quelles conditions ? Comment construire des filières dans les secteurs stratégiques ? Quel système d'innovation dans le contexte anthropologique spécifique de la France ? La formation.

6. Socialiser le système de distribution (penser au Venezuela)

7-L'obligation de réorienter radicalement notre diplomatie et notre politique de défense. Comment organiser la contre-offensive vis-à-vis des pressions étrangères, américaine et allemande en particulier ?

8. Ce qui implique obligatoirement la sortie de l'UE, de l'OTAN etc.

Compte tenu du temps imparti pour la communication, nous insisterons sur la première et la cinquième urgence.

- **Alexandre FERNANDEZ**, Historien, "*Une illusion "post-mécanique" au cœur de l'industrialisation et de la concentration entrepreneuriale : le "petit moteur électrique" (vers 1880-vers 1920)*", samedi après-midi,

- **Bernard FRIOT**, Sociologue, "*Les implications anthropologiques d'un droit des personnes au salaire et à la propriété de leur outil de travail*", vendredi matin, "Les droits économiques de la personne font l'objet d'une véritable course de vitesse. D'un côté, le projet capitaliste d'attacher à la personne un revenu de base et des comptes (retraite, formation, chômage...). De l'autre, le projet communiste d'attacher à la personne la qualification (et donc le salaire à vie) et la propriété d'usage de son outil de travail. Quel est l'enjeu ?".

- **Alfredo GOMEZ-MULLER**, philosophe et anthropologue, « **Nihilisme et Capitalisme** », samedi après-midi,

« *La modernité capitaliste a détruit au nom du "progrès" des formes de vie communautaire qui étaient porteuses de sens et de valeurs, et, notamment, des valeurs sociales d'entraide et de solidarité. En Europe, la naissance du capitalisme est associée à la destruction violente des formes de propriété communale dans les campagnes (voir la tragédie des enclosures en*

Grande-Bretagne), et, en Amérique latine, à la destruction non moins violente des propriétés communales “indiennes” par les libéraux du XIX^e et XX^e siècles, qui s’efforcent de parachever l’entreprise colonialiste espagnole – dès sa naissance, le capitalisme est étroitement associé au colonialisme. L’individualisme possessif décrit par Macpherson est inhérent au capitalisme, et, poussé de nos jours à ses formes les plus radicales, il est à l’origine de nombreuses pathologies du social – anomie, rupture du lien social, indifférence, solitude, incommunication, violence – qui sont des expressions contemporaines du nihilisme. La désintégration du lien social est nécessairement la désintégration des conditions du sens et de la valeur, car le sens et les valeurs sont des créations sociales. De ce point de vue, la possibilité d’une sortie du nihilisme suppose aussi la reconstruction du lien social dans le quotidien de la vie, et plus particulièrement, la création de nouvelles formes de vie communautaire, référées à des mémoires éthiques d’entraide et de solidarité, d’ici et d’ailleurs. »

- Jean-Marie HARRIBEY, économiste, "La centralité du travail vivant", jeudi après-midi, Il ne manque pas de grandes figures de la philosophie politique pour servir de référence à la perte de la centralité du travail, certaines étant même considérées comme des icônes de la pensée critique contemporaine, notamment Arendt, Gorz ou Foucault. Pourtant, si l'on regarde du côté de Marx, premier critique de l'aliénation du travail tout en assumant une part de l'héritage hégélien au sujet du travail comme « essence » de l'homme, ou bien du côté des psycho-sociologues actuels de la souffrance au travail comme Dejours, on redécouvre l'importance du concept de centralité du travail. Dès lors, la négation du concept ne serait que le paravent de la négation du fait même, le travail. Et nier le travail serait une énième occasion d'enterrer son rapport conflictuel au capital. Nous essaierons de définir le travail vivant, et ensuite d'analyser quelles sont les implications de sa centralité, tant sur le plan théorique que méthodologique. Le cheminement nous mènera de la critique de l'économie politique à l'anthropologie.

- Alain JEANNEL, Sciences de l'éducation, "Qu'est-ce qui se cache derrière les expressions « Gouvernance publique » et « Nouveau management public »?", mercredi après-midi,

« Depuis les années 1980, une nouvelle gestion de la fonction publique se diffuse, sous le terme de Nouveau management public (NMP). » Marie-Anne Dujarier(1). Appliquer le modèle de la gouvernance, traitant d'abord de la gestion domestique puis de la gestion financière et entrepreneuriale (2), à la prise de décision par exemples en matière d'enseignement et d'éducation ou de santé sollicite deux axes de réflexion. L'un questionne la cohérence entre la genèse du modèle et la situation qui se l'approprie. Que représente-t-il ? Au service de quelle politique, de quelle économie, de quelle conception de l'Humain est-il conçu ? A quelle crise répond-t-il ? L'autre considère l'introduction de ce modèle comme un fait social dont il faut connaître les effets dans la situation où il est appliqué. Quelles tensions sont créées quand la décision politique l'utilise pour organiser un système par exemples pour l'éducation, pour la santé, dont les finalités peuvent ne pas correspondre à celles dont il est issu ? Quelles limites son application met-elle en évidence ? L'apport pragmatique du choix de ce modèle est-il fécond pour l'évolution du modèle lui-même ?

1 Marie-Anne Dujarier, *Le Management désincarné*, La Découverte, 2015, p.96.

2 Principes de gouvernement de l'entreprise de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, Service de publication de l'OCDE, 2004.

- Olivier JOULIN, Juriste, "L'Open Data et de la justice avec ses deux enjeux : ceux du libéralisme et de la loi du marché et celui du "bonapartisme" et des enjeux sécuritaires.", jeudi matin.

Quelle justice sociale, dans ou hors de l'entreprise, quelles libertés démocratiques pourraient s'exercer sans un système judiciaire permettant un exercice effectif des droits ? La « révolution numérique » est annoncée, elle bouleverse tout et promet de bouleverser plus encore : l'économie, le travail, la production, la répartition des richesses, la création monétaire et d'une manière générale, la politique. Mon point de vue, en tant que magistrat, d'ouvrier de la justice si je peux m'autoriser cette dénomination, est d'essayer d'entrevoir ce que cette « révolution » vient ou viendra bouleverser dans la Justice. Il s'agit d'un angle d'attaque, d'un point de vue, sans doute transposable à l'Université, à l'Hôpital, à l'Enseignement. Vous êtes libres de faire les rapprochements.

- Yannick LUNG, économiste, "L'innovation sociale : approche « poétique » de la justice sociale ou nouvel étandard du social business?", vendredi après-midi.

- Pascal MARICHALAR, Sociologue et Historien, "Qui a tué les verriers de Givors? Réflexions sur la responsabilité, l'injustice et l'impunité dans le monde du travail", vendredi après-midi.

Dans la petite ville de Givors, proche de Lyon, des hommes meurent les uns après les autres, emportés par des cancers à un âge relativement jeune. Leur point commun : ils ont travaillé pour produire des bouteilles et des pots à la verrerie qui a fermé ses portes en 2003. La compagne d'un verrier malade fait alors équipe avec un imprimeur à la retraite pour résoudre ce mystère. Ils comprennent vite que ce ne sera pas une enquête policière classique : c'est à eux de prouver qu'il y a eu un crime, et plus ils avancent vers la vérité, moins la justice semble disposée à juger les faits. Cependant, grâce à la force collective des verriers et de leurs soutiens, ils vont lever progressivement le voile sur un véritable scandale d'État. Sociologue et historien, Pascal Marichalar a réalisé une enquête sur cette enquête. Avec les outils des sciences sociales, il a analysé les procédures, les mensonges et les injustices qui font que tous les jours autour du monde des millions de femmes et d'hommes sont mis en danger impunément.

- Laurent MELITO, Sociologue EHESS, "Émanciper le travail social de l'évaluation néo-libérale", mercredi après-midi.

Le champ du travail social et médico-social (l'assistance, l'aide et la protection sociale) est progressivement colonisé depuis le début des années 1980 par la logique néo-libérale. Sous l'effet des nouvelles formes productives que cette logique impose en même temps que par un mouvement de sophistication des procédés de gouvernementalité qu'elle induit, elle corsète tant les dispositifs d'accueil, d'accompagnement et d'orientation à visée de (ré)insertion sociale que les pratiques professionnelles qui ont pour mission de les animer. Ce processus est vectorisé par un maître à tiroirs et une pratique intrinsèque au développement de ce champ professionnel - l'évaluation - le muant insidieusement à la fois en un discours managérial, un dispositif de cadrage des pratiques professionnelles et un symptôme d'un mode de contrôle social d'autant plus puissant qu'il euphémise le rapport de domination qu'il entend promouvoir. Ce modèle néo-libéral de l'évaluation – qui vise la marchandisation du travail social et la standardisation des pratiques professionnelles - conduit à renoncer à la pensée critique, à la faculté de juger, de décider, à la liberté et à la raison, au nom desquelles, paradoxalement, continuent de s'installer ces nouveaux dispositifs de domestication sociale. Par voie de conséquence pratique, et quasiment immanquablement via les dispositions légales et les guides de « bonnes pratiques », la

relation qui s'instaure entre le professionnel et le « demandeur » est sous-tendue par de la violence déniée ou minorée mais toujours conjointement justifiée et souffert par chacun des protagonistes au gré des types de contraintes socio-économiques qui conditionnent et fondent en nécessité leur implication respective. Cette logique construit une scène relationnelle dont la langue et les pratiques – les coordonnées - sont celles du contrôle social et de l'acceptation de contraintes sociales vécues comme irréfragables parce que toujours plus puissamment agissantes. Dans la perspective d'engager une émancipation des logiques violentes qui génèrent ces souffrances sociales multidimensionnelles, la mobilisation conjointe de la philosophie de Daniel Bensaïd lisant de Karl Marx et Friedrich Engels et Walter Benjamin et de la sociologie de Pierre Bourdieu théorisant la violence symbolique (« Imposition, par un pouvoir arbitraire, d'un arbitraire culturel ») est particulièrement féconde. Elle nous permet de distinguer trois registres de la violence : symbolique, systémique et subjective ; et ainsi de penser les croisements de la domination et du consentement. Mobilisée dans la lutte contre l'évaluation néo-libérale, cette distinction a pour effet premier de se déprendre de la logique qui en faisait valider la désignation et, par-là, ratifier les réductions qu'elle induit, tendant ainsi à exproprier les professionnels de pratiques de l'évaluation alternatives mais étouffées par sa puissance d'assignation. Et par là-même de ne pas avoir à renoncer à une notion dont rien ne justifiait d'abandonner les potentialités. L'effet second de cette distinction pourrait consister en le repérage et la conflictualisation des enjeux cardinaux de ce champ professionnel nous invitant ainsi à repenser à nouveaux frais les instruments de la lutte politique sans en exclure les expressions délégitimées comme violentes par l'adversaire politique même s'il est l'Etat et le droit.

- Matthieu MONTALBAN, économiste, "*Capitalisme numérique et de plateforme : vers un nouveau mode de régulation postmoderne*", jeudi après-midi.

« L'ubérisation, puisque l'on a ainsi nommé la stratégie d'Uber et autres plateformes d'utiliser des travailleurs indépendants de statut mais totalement dépendants de fait (surtout les moins qualifiés), contourne le droit du travail et les cotisations sociales. Elle ne se nourrit pas simplement de technologie : en l'occurrence, un système similaire existait dans l'industrie textile du temps des canuts à Lyon ou en Angleterre début XIX^e siècle sous le nom de putting out system, sans pour autant que les technologies numériques ne fussent présentes. Elle se nourrit aussi de la complaisance de l'action publique qui laisse faire ou réagit avec un grand retard, laissant l'évitement des réglementations se déployer. Cette complaisance est même un soutien affirmé, quand il s'agit pour le gouvernement « marcheur » d'inciter à développer un statut d'auto-entrepreneur (devenu micro-entrepreneur), en augmentant les seuils de chiffre d'affaires. Elle se nourrit aussi de la montée de la crise, de la pauvreté et du chômage, aliments traditionnels de l'exploitation d'une armée de réserve par l'industrie et les services. C'est d'ailleurs un projet qui à terme vise à favoriser l'indépendance plutôt que le salariat (le président n'avait-il pas dit que « Bien souvent, la vie d'un entrepreneur est bien plus dure que celle d'un salarié, il ne faut pas l'oublier. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties »[5]), ainsi qu'à promouvoir le statut privé plutôt que celui de fonctionnaire. »

- Françoise OLIVIER-UTARD, Historienne, "*La laïcité dans l'entreprise ?*", mercredi après-midi.

Les tensions et les malaises, réels ou fantasmés, concernant la liberté des salariés à exprimer et pratiquer leurs convictions religieuses trouvent le plus souvent leur source dans une approche biaisée et déformée de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Un certain nombre de conflits récents, jugés en France et à la Cour de justice des communautés européennes, concernent les tenues vestimentaires, mais des questions plus graves, provenant de pratiques abusives ou laxistes, invitent à recentrer le débat autour de l'opposition entre

droits individuels et droits collectifs communautaristes. En tout état de cause, il est urgent de rappeler que dans une société démocratique mettant en avant la liberté de conscience, le retour du religieux n'implique pas le retour des religions dans l'entreprise, pas plus que dans la vie politique.

- **Olga OUSOVA**, Ingénieur, "*Comment la Russie commémore les évènements d'Octobre 1917 ?*", jeudi matin,

La communication présente une vue d'ensemble et une analyse de la célébration du centenaire de la Révolution d'Octobre en Russie. Cet événement a montré toutes les contradictions et discorde de la société russe actuelle, toute la problématique de son rapport à l'histoire, ainsi que tous les vecteurs politico-idéologiques principaux qui détermineront l'évolution de la société russe dans le proche avenir. La plus profonde ligne de partage sépare ceux qui ont célébré la date et ceux qui ont mené ouvertement des actions offensives contre la mémoire de l'URSS et de la Révolution. Parmi ces actions on trouve l'inauguration à Moscou d'un mémorial aux victimes des répressions politiques (quelques jours avant la date anniversaire) ou encore l'exacerbation de la discussion sur l'enterrement du corps de Lénine (en le sortant du Mausolée), qui sous-entend, on ne s'y trompera pas, l'enterrement de la Révolution même.

En revanche, face à ces provocations, les célébrations organisées par les forces se revendiquant de la Révolution et de l'URSS – en premier lieu par le KPRF – manquaient d'élément actif, étant essentiellement orientés vers la commémoration quasi-liturgique d'un événement dont on ne ressent plus l'actualité. La deuxième partie de la communication est consacrée aux actions organisées par le mouvement « Essence du temps », qui conduit son activité d'une part contre la falsification de l'histoire et d'autre part pour le retour sur la scène historique des idéaux de l'Union soviétique et de la Révolution d'Octobre (création d'un mouvement de communes, lutte pour un nouveau projet civilisationnel progressiste et humaniste etc.).

- **Luc PABOEUF**, syndicaliste, "*L'innovation sociale : approche « poétique » de la justice sociale ou nouvel étandard du social business ?*", vendredi après-midi,

- **Michel PERNOT**, Archéologue-Historien, "*Des ouvriers avant l'ère industrielle ?*", vendredi après-midi.

Depuis une trentaine d'années des archéologues s'intéressent à ceux qui ont produit la culture matérielle. Il ne s'agit plus de valoriser les attributs du pouvoir, mais d'étudier les outils, les dispositifs, l'organisation de l'espace de travail, etc., en d'autres termes de rentrer dans le détail de la complexité de la culture technique de ceux que l'on appelle le plus souvent des artisans. Il s'agit de documenter les choix techniques pour tenter d'approcher les modalités sociales et économiques de la production et, par-là, d'aborder des questions telles que : qui sont ceux qui fabriquent ? Comment ont-ils acquis leurs savoirs ? Qui décide des produits, des procédés, de la productivité ? Qui possède les moyens de produire, bâtiments, dispositifs, outils ? Peut-on parler d'ouvriers, de contremaîtres, de gérants, de patrons ? Des exemples précis d'activités métallurgiques, ouvrent une discussion sur la transition qui s'opère en Europe occidentale, entre environ 2500 et 2000 ans avant aujourd'hui, d'une production de prestige à une production de masse.

- **Robert PIERRON**, Délégué régional Nouvelle Aquitaine de l'Association Française pour le Développement de l'Enseignement Technique (Afdet), Chercheur associé CAR Céreq de Bordeaux, "*Citoyens et/ou producteurs: quelles évolutions respectives des droits individuels et collectifs ?*", jeudi après-midi.

Comme tout changement législatif ou réglementaire intervenant sur des questions politiques, économiques ou sociales de grande portée, la récente réforme du droit du travail a suscité, non seulement une mobilisation, mais encore des débats et prises de position.

Mais on peut seulement s'étonner, au passage, que les personnalités les plus abondamment médiatisées sur les questions dites de société aient été finalement assez peu nombreuses, au total, à s'illustrer par des prises de position publiques, dans un sens aussi bien que dans l'autre, comme si ce qui touche un objet socioéconomique – ou qui a l'air d'être « seulement » cela – était indigne de justifier la réflexion des « penseurs » les plus en vue...

Les expressions d'intellectuels sur le sujet se sont finalement réduites à celles de spécialistes, comme s'il ne s'agissait que d'un sujet technique et angulaire, aux enjeux moins larges, alors qu'on peut estimer, à l'inverse, qu'il met en jeu des éléments profondément révélateurs des problèmes structurels société humaine, tant en ce qui concerne leur état à un moment donné que dans l'ordre de leurs évolutions possibles.

On se propose de lancer un débat et sans doute une réflexion à développer autour de deux axes, à partir :

- *d'une part, des thèmes de l'article « Et si l'on refondait le droit du travail... », publié par Alain Supiot dans Le Monde diplomatique d'octobre 2017 ;*
- *d'autre part en esquissant quelques interrogations sur la permanence d'un découplage, de contradictions, voire de conflits entre dimensions politiques (les rapports des citoyens en eux et avec le pouvoir) et économiques (les rapports des producteurs entre eux et avec les dirigeants), questions dont n'ont pas été exemptes les différentes expériences socialistes du siècle dernier.*

- Yvon QUINIOU, Philosophe, "*Le capitalisme est-il immoral ?* ", mercredi matin,
L'idéologie néolibérale dominante, dans le sillage d'Hayek et incarnée aujourd'hui par Macron, tend à masquer l'inhumanité propre au capitalisme et à nier son immoralité foncière. Cette vision été portée au concept par A. Comte-Sponville qui, dans un livre à succès, veut nous faire croire que l'économie capitaliste n'a pas être jugée moralement, qu'elle est amorphe. Il faut démasquer ce mensonge qui oublie que ce système est fondé sur l'exploitation du travail humain, qu'il instrumentalise l'homme en vue du profit et qu'il aliène sa personnalité sans compter ses effets délétères sur la nature dont l'homme dépend. Or tout cela ne relève pas de mécanismes automatiques mais de pratiques humaines, qui tombent sous le coup du jugement de la morale telle que Kant l'a formulée. C'est dire que l'analyse critique du Capital que Marx a faite repose aussi sur des valeurs morales universelles, qu'on retrouve dans son projet politique, même s'il lui arrive de le nier.

- Guillaume ROUBAUD-QUASHIE, Rédacteur en chef de la nouvelle revue « Cause commune », « *La Révolution d'Octobre 1917 et nous !* », mercredi soir,

« Faut-il s'interdire de considérer la révolution de 1917, comme si elle contenait par principe et Staline et Brejnev, voire Poutine ? Comme si la Révolution française contenait par principe Charles X, Napoléon III, Pompidou et Macron... Quoi qu'il en soit des contradictions du XXe siècle et de la complexité des régimes socialistes qui suivirent, il faut regarder Octobre pour ce qu'il est, « un des grands faits de l'histoire de l'humanité » (John Reed). Ce qui se dit en octobre 1917 est de brûlante actualité : c'est que nous pouvons transformer le monde, que nous pouvons amorcer la sortie du capitalisme. Non pas en attendant passivement que l'histoire accouche par elle-même d'une autre société mais à force d'audace et de travail. Et si cette audace est d'abord celle de masses populaires, elle est aussi et en même temps celle d'un parti en harmonie avec les aspirations majoritaires.

Et l'on comprend les motifs idéologiques tapis derrière l'historiographie dominante depuis les années 1970 en France. La relative bonne image dont pouvaient jouir Lénine et la

révolution d'Octobre maintenait ouvert l'horizon d'une autre société. Il fallait repeindre tout cela en noir, éteindre la flamme, nous réassigner au capitalisme, quoi qu'il en coûte. Et cela au prix d'analyses historiques souvent partiales, souvent légères d'un point de vue méthodologique. Le dernier livre du philosophe Lucien Sève, Octobre 1917. Une lecture très critique de l'historiographie dominante (choix de textes de Lénine, éditions sociales, 2017) met en lumière ces biais idéologiques qui, pour être inlassablement répétés, n'en restent pas moins des caricatures.

Le centenaire d'Octobre est l'occasion de remettre à l'ordre du jour l'idée de « révolution ». Non pas le bain de sang et le carnage, comme se plaisent à le répéter les partisans de l'ordre établi. Et il faut rappeler à ce propos le mot de Hobsbawm : « On a dit qu'il y avait eu plus de blessés lors du tournage du grand film d'Eisenstein, Octobre, qu'au cours de la prise du palais d'Hiver, le 7 novembre 1917. » Non pas ce mot galvaudé par le premier Macron venu et qui désigne l'intensification de la lutte de classes du côté des dominants. Non, la « révolution » comme transformation radicale des structures sociales par le peuple et pour le peuple ; l'entrée dans un processus de sortie du capitalisme par ceux qui ont le moins intérêt au statu quo. Pour contribuer à cette tâche, parlons d'Octobre... »

- Pierre SARTOR, Biogiste, "Progrès scientifique, progrès technique, progrès social.

Être et/ou Faire? Anthropocène ou Anthropocène du crime ??", mercredi matin,

L'évolution de l'Humanité est marquée par une prise de possession de plus en plus affirmée de la nature. Cette apparente maîtrise a bénéficié des progrès scientifiques et techniques, avec une accélération depuis le début de la révolution industrielle et des dividendes certains pour l'ensemble de la société (progrès social). Mais, les richesses produites ne sont pas réparties de façon équitable et cette évidence première mérite une analyse approfondie. Les rigidités scientistes rejoignent les paradigmes du capitalisme qui tente une annexion du concept de progrès. Avec les OGM, le danger est immense si on laisse faire les maîtres de l'agro-business et de « l'innovation quel qu'en soit le prix ». Les risques sont gigantesques et hors de mesure avec notre capacité de les maîtriser. L'Amarante et d'autres plantes sont devenues résistantes au round up, Ces dernières années, 30 000 paysans indiens se sont suicidés, ruinés par la diminution de la fertilité de leurs terres. Danger pour les droits individuels également. L'affaire Schmeiser en est une illustration parfaite. Alors un bilan globalement positif ? Mais c'est une vérité soumise à critique. Où en est-on ? Et comment dépasser nos contradictions ? Réveillons-nous ! Être progressiste c'est aussi ne pas accepter n'importe quoi au nom du soit disant « progrès scientifique » et de « l'innovation » à tout prix. J'en sais aussi, personnellement, quelque chose.

- Olivier SIGAUT, Enseignant, "D'une relecture de l'origine de la famille de Friedrich Engels (1881/1882) à l'analyse de la société « disruptive » et « numérisée » de Bernard Stiegler (2016)", mercredi matin,

- Vincent TACONET, Professeur de Lettres Classiques, "Dominations et travail : survol littéraire", mercredi après-midi,

A l'aide de quelques coups de sonde aléatoires en apparences, nous nous proposons de voir comment la littérature représente et rend présent le monde du travail, la lutte des classes et les rapports de domination, d'oppression, d'exploitation. Nous évoquerons tout d'abord le texte étonnant de Chrétien de Troyes (12e siècle). Dans son roman Yvain ou le chevalier au lion, il décrit ce qui relève aussi bien d'un atelier d'exploitation textile que d'un camp de concentration ayant le même objet. Nous passerons ensuite brièvement au 17e siècle (La Bruyère) puis au 18e (Diderot). Nous nous attarderons ensuite sur un passage de Stendhal sur la répression, (Lucien Leuwen), des Misérables de Victor Hugo sur la mécanisation et les

dégâts de la morale, pour terminer avec un ouvrage récent et décapant rendant compte de l'intérieur de discriminations racistes envers les jeunes noirs athlétiques et en bonne santé: *Debout-payé, de Gauz* (2015) évoque les déboires, à l'image de ses congénères, d'un travailleur sans papiers arrivant en France en 1990, trouvant la solidarité de ses frères, mais aussi des formes d'exploitation et d'insertion genrées et cloisonnées.

- **Fabien TARRIT**, économiste, "*Marx et la justice sociale*", samedi matin,

La présente contribution, de nature théorique et conceptuelle, se situe à la frontière entre économie et philosophie politique, et vise à interroger le rapport de la théorie de Marx aux problématiques en termes de justice sociale. La discussion sur Marx et la justice a largement imprégné la philosophie analytique au cours des années 1980 (Geras, Wood, Cohen...), elle a par la suite été réévaluée (Kamolnick, Sobel...). Elle met en évidence ce qui peut être perçu comme un paradoxe, ou du moins une incertitude, dans l'attitude de Marx envers les questions normatives, à savoir celles questions liées à l'élaboration de « recettes pour les marmites de l'avenir ». Nous nous demanderons ainsi quel est le statut de la condamnation du capitalisme par Marx. Dans le mode de production capitaliste, alors que les échanges sont égaux dans la sphère de la circulation, l'obligation au surtravail génère un rapport d'exploitation dans la sphère de la production. Aussi, au-delà d'une conception de la justice que l'on peut qualifier de relativiste, Marx est attaché à des critères indépendants et transcendants de justice (liberté, épanouissement...). De la sorte, il est difficile de nier que traiter l'exploitation comme un vol revient à considérer à la fois l'appropriation de plus-value et les droits de propriété capitalistes comme éthiquement condamnables. Aussi, le critère de justice que souhaite Marx pour une société supérieure, à savoir le communisme, intégrera à la fois des critères de distribution plus acceptables associés à une liberté réelle, et non formelle. À cet égard, en nous appuyant sur de nombreuses contributions quant à la place de la justice dans la théorie de Marx nous proposerons plusieurs interprétations possibles de la justice dans un cadre marxien.

On peut deviner ce qui paraît se présenter comme un paradoxe dans l'attitude de Marx envers les questions normatives, celles relatives à l'élaboration de « recettes pour les marmites de l'avenir », qui interrogent le statut de la condamnation du capitalisme par Marx. Il est possible de proposer une interprétation anti-normativiste de Marx, au sens où sa critique du capitalisme ne relève pas de la justice sociale. La conscience comme processus de vie réel est condition par le développement des forces productives et leur relation avec les rapports de production, si bien qu'une analyse partant de considérations en termes de justice relève de la raison pure. Ainsi, le travailleur, au sens générique, étant rémunéré à la valeur de sa force de travail, le rapport qu'il entretient avec le capitaliste n'est pas injuste ; au contraire la distribution capitaliste est la seule distribution juste dans ce mode de production, si bien que les questions fondamentales ne se situent pas au niveau de la justice distributive mais au niveau de la production. Il est ainsi illusoire d'établir des critères de justice transhistoriques, dans la mesure où ils ne peuvent être que relatifs à un mode de production spécifique. Aussi les idées sur la justice relèvent de valeurs qui, en dernière analyse, sont déterminées par l'interaction entre rapports sociaux de production et forces productives, à savoir l'infrastructure économique. En ce sens, dans cette lecture matérialiste historique, elles relèvent de la superstructure.

Reste qu'un tel rejet d'une préoccupation en termes de justice distributive ne correspond à un rejet de tout fondement normatif. Pour Marx la justice passe par le plein rétablissement des pouvoirs déterminants non aliénés et de la pleine connaissance de soi du sujet collectif. Elle correspond alors à une émancipation complète et définitive des structures d'aliénation, ce qui n'est pas envisageable en agissant sur les modalités de la justice distributive et du droit. Ce n'est donc pas sur de tels critères que repose la condamnation éthique, si tant est qu'elle

existe, par Marx du capitalisme, mais plutôt sur d'autres critères qui relèvent de la liberté, de l'épanouissement individuel, de la communauté. C'est sous cet axe-là qu'est non seulement possible une critique du capitalisme, non pas comme capitalisme en tant que tel mais en tant que mode de domination, mais nécessaire afin d'éviter l'écueil économiste niant l'individualité.

Bibliographie élémentaire

- Cohen, G.A. 1981. *Freedom, Justice and Capitalism*. New Left Review. 126: 3-46.
- Geras, Norman. 1984. *The Controversy about Marx and Justice*. Philosophica. 33.1: 33-86.
- Kamolnick, Paul. 1998. *Visions of Social Justice in Marx: An Assessment of Recent Debates in Normative Philosophy*. Poznan Studies in the Philosophy of Science and the Humanities. 60: 335-363.
- Levine, Andrew. 1982. *Towards a Marxian Theory of Justice*. Politics and Society. 11.3: 343-362.
- Marx, Karl. 1968 [1845]. *L'idéologie allemande*, Éditions Sociales, Paris.
- , Engels Friedrich. 1986 [1848]. *Manifeste du parti communiste*, Éditions Sociales, Paris.
- , Engels Friedrich. 1972 [1875] *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions Sociales, Paris.
- Sobel, Richard. 2008. *Travail et justice dans la société communiste chez Marx. Un commentaire à propos de quelques ambiguïtés naturalistes de « l'étage du bas » de la « phase supérieure » du communisme*. Economie et sociétés. 40.5 : 1017-1041.
- Wood, Allen. 1972. *The Marxian Critique of Justice*. Philosophy and Public Affairs. 1.3: 244-282.

- Nadine VIALA, Psychanalyste, "Capacités et limites humaines. L'irrationnel dans les démocraties actuelles.", mercredi matin,

Quel irrationnel, dans le rapport à la réalité de nos sociétés, nous rend à ce point vulnérables, aliénables, que nous ne parvenions pas, ou si difficilement, à nous défendre contre des modèles et des projets pourtant identifiés comme allant droit dans le mur : perte de sens, dysfonctionnements en tous genres, absence de cohérence politique et culturelle.

- Pierre ZARKA, Homme politique, Ancien Directeur du Journal l'Humanité, " Démocratie active et citoyenneté ", vendredi matin,

La question démocratique se pose en termes historiquement nouveaux : elle est stimulée par des pratiques, au travail et dans la société, qui font de plus en plus appel à l'esprit d'initiative. Ni la conception de la démocratie ni celle de la politique ne peuvent y échapper. Cela implique de déconstruire notre héritage politique. Aujourd'hui, étant vécu comme le lieu où par excellence se produit la politique, l'État et sa conquête font du pouvoir un espace hors du corps social. Normalité qui heurte les mutations évoquées. L'institutionnalisation est-elle inévitablement l'apanage de cet Etat ? Si elle résulte d'une action qui consiste à délibérer, définir et rendre partageable des règles, alors qui est le sujet de cette action ? Quels nouveaux rapports envisager entre citoyenneté et institué ? Quand commence ces nouveaux rapports, une fois le pouvoir d'Etat « pris » ? Ou dès maintenant ?

Merci pour toutes les contributions annoncées.

&&&&&&&&&&&&

La gestion du Bloc-notes d'Espaces Marx Aquitaine

Plus de 2.000 internautes ont choisi de recevoir le Bloc-Notes, et si vous n'en faites pas encore partie, N'hésitez pas à vous inscrire pour recevoir un certain nombre d'informations d'Espaces Marx et d'initiatives ayant à voir avec l'éducation populaire, et le champ des activités de notre association comme l'agenda mensuel de nos initiatives, et quelques initiatives d'associations partenaires et ami-es comme Espaces Marx France, le séminaire Marx au 21ème Siècle, la Fondation Gabriel Péri,... N'hésitez pas à le faire connaître dans votre entourage. N'hésitez pas à proposer l'abonnement à vos amis.

L'URL pour s'inscrire à la liste de diffusion est :

<mailto:espmarxbx-request@ml.free.fr?subject=subscribe>

Si vous n'avez pas une réponse positive immédiate, n'hésitez pas à recommencer.

Pour plus d'information, voir le site d'Espaces Marx :

Espaces MARX National : <http://www.Espaces-Marx.org/>

(Le site d'Espaces Marx Aquitaine est en panne pour une durée indéterminée, nous sommes à la recherche d'une solution alternative, en attendant l'éventuelle reprise du site APINC).

Pour recevoir les informations diverses que nous diffusons :

L'URL pour s'inscrire à la liste de diffusion est :

mailto:Dominique.belougne@u-bordeaux.fr?subject=Recevoir_les_Info

L'URL pour se désinscrire à la liste de diffusion est :

mailto:Dominique.belougne@u-bordeaux.fr?subject=Ne_plus_Recevoir_Les_Info